



HAL
open science

L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre

Laurent Delcourt

► **To cite this version:**

Laurent Delcourt. L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre. De la terre aux aliments, des valeurs aux règles, Jun 2010, Nantes, France. hal-00616984

HAL Id: hal-00616984

<https://hal.science/hal-00616984v1>

Submitted on 25 Aug 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010

L'AVENIR DES AGRICULTURES PAYSANNES FACE AUX NOUVELLES PRESSIONS SUR LA TERRE *

Laurent Delcourt,
Historien et sociologue,
Chargé d'étude au Centre tricontinental (CETRI, Louvain-la-Neuve, Belgique)

Marginalisé hier encore dans les stratégies de développement, le rôle des agricultures paysannes pour lutter contre la faim, la détérioration des écosystèmes et le changement climatique, est désormais reconnu. Mais le sort des petits producteurs reste compromis, à l'heure où s'exercent de nouvelles pressions sur les terres. Promue par les institutions internationales, la « cohabitation harmonieuse » entre agrobusiness et agricultures paysannes ne change pas la donne.

La crise alimentaire de 2007-2008 a jeté une lumière crue sur les aberrations et les paradoxes du modèle de développement agricole. Dans un contexte marqué par de fortes pressions sur la terre et les ressources naturelles, une envolée brusque mais non moins prévisible des prix aura suffi pour plonger près de 125 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté et 75 millions d'entre elles dans la sous-alimentation, « réduisant à néant, selon le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, *sept ans de lutte contre la pauvreté* » (cf. Delcourt, 2008).

Aggravée par la débâcle économique et financière, qui a elle aussi produit son quota de nouveaux indigents, cette crise est loin d'être fortuite. Qualifiée alors un peu trop vite de « *tsunami agricole et alimentaire* » comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle et imprévisible, elle témoigne en réalité de l'échec des stratégies de réduction de la pauvreté en l'absence d'une réforme en profondeur du système international de production, de transformation, de commercialisation et de distribution des denrées issues de l'agriculture. Les chiffres sont accablants pour les chantres de la « mondialisation heureuse ».

Alors que des niveaux de production record sont enregistrés depuis des années, lesquels suffisent théoriquement à assurer les besoins alimentaires de la population de la planète¹, la faim touche actuellement plus d'un milliard de personnes, sommet inégalé depuis les années 1970. Un chiffre auquel il faudrait ajouter les quelque 2 milliards de personnes souffrant de carences alimentaires. Paradoxe des plus frappants, près de 70% de ces pauvres et très pauvres, en situation

* Le programme Lascaux est un programme européen entant dans le cadre du 7e PCRD - Programme spécifique "IDEES" – ERC (Conseil Européen de la Recherche) – *Grant agreement for Advanced Investigator Grant* (Sciences sociales, 2008). Il porte sur le nouveau droit agroalimentaire européen, examiné à l'aune des problématiques de la sécurité alimentaire, du développement durable et du commerce international. Il est dirigé par François Collart Dutilleul, professeur à l'Université de Nantes et membre de l'Institut universitaire de France (pour plus d'informations, consulter le site de Lascaux : <http://www.droit-aliments-terre.eu/>).

Les recherches menant aux présents résultats ont bénéficié d'un soutien financier du Centre européen de la recherche au titre du septième programme-cadre de la Communauté européenne (7e PC / 2007-2013) en vertu de la convention de subvention CER n° 230400.

¹ Depuis 30 ans, la production alimentaire a augmenté plus vite que la population : 2,5% en moyenne par an contre 1,8%. Au moment de la « crise alimentaire », la production était supérieure de 50% aux quantités nécessaires pour nourrir la population mondiale (Dufumier, 2004 ; Mazoyer, 2008).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

de manque, sont des paysans et paysannes, producteurs et fournisseurs eux-mêmes de denrées alimentaires (50% vivent sur des terres trop petites ou de mauvaise qualité et 20% sont des travailleurs agricoles ou des sans-terre – Golay, 2009) !

Dix ans après l'adoption des Objectifs du millénaire et cinq ans avant l'échéance de 2015 prévue pour leur réalisation, l'heure n'est guère à l'optimisme. En dépit de l'engagement ferme des Nations unies visant à réduire de moitié le nombre de personnes dans l'extrême pauvreté, « *toutes les conditions sont réunies, estime Olivier De Schutter, pour une nouvelle crise alimentaire dans un ou deux ans. La question n'est pas de savoir si elle aura lieu mais quand* » (*Le Monde*, 16 novembre 2009).

Sans une réforme radicale du système agroalimentaire, la situation ne peut qu'empirer, d'autant que se profilent une baisse des rendements agricoles et une perte irrémédiable de larges étendues de terre, en raison du réchauffement climatique – dans des régions tout particulièrement sensibles aux aléas climatiques et aux stress hydriques – et des pressions exercées par l'urbanisation, la multiplication des projets miniers, hydroélectriques, touristiques et d'infrastructure, gourmands en espaces. Tout ceci sans compter les énormes surfaces de terres qui devraient à l'avenir être affectées à la production d'agrocarburants, sachant que la production alimentaire globale devra doubler, voire tripler pour satisfaire les besoins alimentaires de 9 milliards de personnes en 2050 (Mazoyer, 2009).

Symbolisés par les émeutes urbaines qui ont touché fin 2007 - début 2008 une quarantaine de pays, cette crise alimentaire et les effets en chaîne qu'elle a entraînés ont au moins eu un impact positif, celui de pousser les institutions internationales à rouvrir le débat sur le rôle de l'agriculture dans les stratégies de développement. De fait, l'agriculture a repris sa place dans les agendas des « donateurs » après en être sortie pendant près de trente ans². Depuis le déclenchement de la crise, les Nations unies et ses organismes spécialisés n'ont eu de cesse de multiplier les appels à un refinancement des secteurs agricoles dans le Sud. Dédaignées durant près de trois décennies, les politiques publiques agricoles sont désormais âprement discutées. Autrefois voué aux gémonies, l'État est à nouveau sollicité pour réinvestir et impulser le développement du monde rural. Et salués au début du 21^e siècle comme solution miracle à la crise énergétique, les agrocarburants sont de plus en plus décriés, tandis que les vertus de l'agriculture familiale, que l'on disait archaïque et peu efficiente, semblent peu à peu redécouvertes.

Cette prise de conscience de la place et du rôle de l'agriculture dans la gestion des problèmes sociaux et environnementaux a-t-elle pour autant ouvert la voie à une révision de fond en comble du modèle de développement agricole dominant et du régime alimentaire international ? Les remèdes proposés au niveau international sont-ils de nature à répondre aux défis de la pauvreté rurale et de la faim ? Il est permis d'en douter. Des questions aussi cruciales que l'accès à la terre, le contrôle sur les ressources et le droit démocratique et souverain des populations à définir leur propre modèle agricole demeurent encore largement absentes des préoccupations internationales. A l'heure où les pressions sur la terre et les ressources sont de plus en plus vives, toute stratégie de développement rural qui ne prendra pas pleinement au sérieux ces questions n'évitera pas les erreurs du passé et se montrera sans doute impuissante à inverser le processus de marginalisation des agricultures paysannes aux origines de la crise agroalimentaire.

² Entre 1980 et 2002, l'aide au développement de l'agriculture dans le Sud des bailleurs de fonds, bilatéraux et multilatéraux confondus, est passée de 6,2 milliards à 2,3 milliards de dollars (Rapport..., 2008).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

Marginalisation de la petite paysannerie

Malgré l'extension des surfaces cultivées dans le monde, les pays du Sud connaissent depuis plusieurs décennies un phénomène de « dépayssannisation » des campagnes. En témoigne la récente transition démographique qui a vu le nombre d'urbains dépasser le nombre de ruraux. Ce qui frappe surtout, au-delà des différences régionales, c'est la rapidité et l'ampleur de cette transition. En 1970, la population mondiale, estimée à 3,7 milliards de personnes, comptait encore 2,4 milliards de ruraux contre 1,3 milliard d'urbains. Un ratio qui a commencé à s'inverser en ce début du 21^e siècle, si bien qu'aujourd'hui 3,5 milliards de personnes vivent dans des communautés urbaines contre 3,2 milliards en zones rurales (Borras, 2009).

Cette « dépayssannisation » rapide des campagnes, qui voit chaque année des centaines de milliers de paysans désertir leur terre dans le Sud, au point que le taux de croissance naturel dans le monde rural (encore très élevé) n'arrivera bientôt plus à compenser le nombre de départs, n'est en rien un phénomène naturel, pas plus qu'elle n'est l'expression de choix individuels et spontanés portant à jeter son dévolu sur la ville. Elle est principalement la conséquence de politiques économiques volontaristes et de stratégies de développement assumées, peu soucieuses du sort des petits producteurs familiaux, voire même franchement hostiles au monde paysan.

Des politiques de modernisation « anti-rurales »

Inspiré des théories linéaires de la modernisation calquées sur la trajectoire historique des pays du Nord, celle de la transition, par étapes successives, d'une économie rurale vers une économie industrielle et urbaine, le modèle de croissance qui prévalait dans le Sud et orientait les stratégies de développement à compter des années 1950, était fondé sur l'industrialisation lourde et donnait à l'État un rôle central dans le pilotage et la planification économiques. Le développement était synonyme de croissance et cette croissance ne pouvait être assurée que par l'industrialisation à marche forcée et ses retombées économiques (Histoire..., 2009).

De fait, entre les années 1950 et 1980, la plupart des gouvernements du Sud, que ceux-ci aient tenté de s'intégrer à l'économie internationale ou opté pour des stratégies autonomes de substitution aux importations, ont donné la priorité au processus d'industrialisation-urbanisation aux dépens du développement des zones rurales. Tout au plus l'agriculture n'était considérée que comme un réservoir de main d'œuvre bon marché et comme un moyen d'impulser, via notamment le transfert du produit agricole, la modernisation du tissu socioéconomique urbain. Au soutien aux petits producteurs familiaux, qui représentaient presque partout l'écrasante majorité des actifs, était généralement privilégié l'appui aux secteurs agro-exportateurs, sources de précieuses devises. Au souci de garantir des revenus décents aux paysans était privilégiée la préservation de la paix sociale en ville via l'importation massive d'aide alimentaire ou de denrées bon marché. Une stratégie qui avait cet autre avantage de rapporter de providentielles taxes (Brunel, 2008).

Ces orientations de développement, couplées avec l'introduction de la « révolution verte » dans plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine, motivée tantôt par le besoin stratégique de garantir l'autosuffisance alimentaire, tantôt pour éviter d'avoir à initier un processus de réforme agraire, participeront à l'appauvrissement progressif d'une grande frange de la petite paysannerie, tout en



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

précipitant l'exode rural³.

Entre l'enclume et le marteau : la modernisation néolibérale

Ce mouvement de « dépayssannisation » du monde rural s'accéléra dans les années 1980, dans un contexte marqué par la crise de la dette et le retour en force du libéralisme économique, dont les thuriféraires dénoncent pêle-mêle l'immobilisme des campagnes, la persistance de la pauvreté rurale, l'incapacité des pays en développement, plombés par les déficits, à impulser un « cercle vertueux de croissance » et l'interventionnisme excessif des États accusés, du fait de leurs multiples prélèvements et taxes (notamment sur le foncier et le produit agricole), de générer de trop nombreuses distorsions de marché.

Devenue prêteur en dernier ressort et principale maître d'œuvre des réformes, la Banque mondiale va alors prôner, en étroite intelligence avec le FMI, garant des équilibres macroéconomiques, une réduction massive des dépenses publiques, l'ouverture des économies, la libéralisation des échanges et des prix, des politiques attractives pour les capitaux externes ou encore une déréglementation à tous crins supposée libérer les forces du marché. Autant de mesures, négociées dans le cadre des accords de stabilisation et d'ajustement structurel, qui trouveront leur traduction dans le domaine de l'agriculture dans les « programmes d'ajustement sectoriels agricoles » nationaux (Mazoyer, 2008). C'est ainsi qu'un vaste mouvement de désengagement de l'État et de libéralisation du secteur agricole va être enclenché, lequel se poursuivra avec l'inclusion de l'agriculture dans le dernier cycle de négociations du Gatt (*General Agreement on Tariffs and Trade*) et la création en 1994-1995 de l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

Certes, dès les années 1990, une poignée de pays vont effectivement renouer avec la croissance, tandis que les consommateurs urbains des pays du Sud vont largement profiter – provisoirement du moins – de la dégrèvement du prix des denrées alimentaires. Mais dans un contexte d'inégalités extrêmes entre les agricultures, l'ouverture des marchés locaux aux importations se révélera rapidement catastrophique pour la petite paysannerie.

L'invasion des importations agricoles à bas prix va littéralement lamener les petits producteurs. Avec la mise en place des accords de libre-échange, du jour au lendemain parfois, ils ont dû rivaliser avec les poids lourds internationaux de l'agro-industrie, hautement compétitifs, et d'autant plus compétitifs qu'ils ont bénéficié – et bénéficient toujours – d'une généreuse politique de subsides et/ou de soutien ou peuvent miser, dans le cas des secteurs agro-industriels des pays émergents, sur de bas salaires et des taxes foncières souvent très faibles, voire inexistantes, et d'énormes surfaces agricoles.

Doublement acculés, d'une part par la concurrence des importations bon marché, d'autre part, par la suppression des aides et soutiens publics et le démantèlement des structures d'appui aux producteurs, les paysans du Sud se sont trouvés dans l'incapacité d'assurer leur propre reproduction.

³ Notons que ce modèle « anti-rural » idéal-typique n'est pas transposable comme tel en tout lieu. Partout dans le Sud, il existait des programmes plus ou moins efficaces de soutien aux paysans. En outre, à contre-courant des stratégies de développement dominantes, plusieurs pays, d'obédience national-populaire et/ou socialiste la plupart du temps, ont fait le choix d'appuyer prioritairement la petite paysannerie. Ils ont mis en place d'ambitieuses politiques publiques de soutien aux petits producteurs et, dans certains cas, leur gouvernement ont initié un vaste processus de réformes agraires (Bolivie, Kerala en Inde, Éthiopie, Burkina Faso, Algérie, etc.). Reste que, précipitées, mal conçues et peu encadrées, ces réformes agraires n'atteindront que rarement leurs objectifs, du moins avant que les ajustements structurels et les mesures de libéralisation ne viennent saper leurs fondements (Rosset, Patel, Courville, 2006).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

Piégés dans une spirale d'appauvrissement et d'endettement, moins encadrés et soutenus que par le passé, ils n'ont souvent eu d'autres choix que de céder leur terre ou leurs bras aux plus offrants (grands propriétaires terriens, entreprises agroindustrielles, etc.) ou de s'exiler vers les agglomérations urbaines où ils sont venus gonfler des bidonvilles que les campagnes alentours arrivent de plus en plus difficilement à nourrir, ceci quand leurs dettes ne les ont pas contraints au suicide, phénomène qui a pris des proportions dramatiques en Asie du Sud.

Comme le rappelle Sylvie Brunel, cette tendance a donc doublement aggravé le problème alimentaire : « *d'une part en créant de vastes 'plèbes urbaines' qui comptent sur une nourriture importée à bas prix pour se nourrir, d'autre part en privant les campagnes d'une paysannerie qui aurait pu permettre d'alléger la facture alimentaire et de créer un marché intérieur en élevant le pouvoir d'achat de la masse paysanne* » (2008). Dans ces conditions, il aura suffi que survienne une brusque envolée des prix internationaux, après une très longue baisse, pour que les villes, grossies par l'arrivée en masse de paysans appauvris, se trouvent à leur tour pénalisées.

Somme toute, ce que la dernière crise alimentaire a mis en évidence, ce n'est non pas une situation de pénurie ou de manque de disponibilité alimentaire, mais plutôt la très grande vulnérabilité de nombreux pays pauvres aux fluctuations des cours internationaux du fait de leur dépendance croissante aux importations. Aussi, au sortir des indépendances, l'Afrique était-elle autosuffisante et même exportatrice nette de biens alimentaires (près de 1,3 million de tonnes par an entre 1966-1970). Désormais, elle importe près de 25% de sa nourriture (Bello, 2008) !

Expansion des monocultures d'exportation et montée en puissance de l'agrobusiness

Ces mesures de libéralisation et d'ajustement des économies rurales n'ont pas seulement eu pour effet d'accentuer les pressions commerciales sur les petits producteurs. Avec le processus de mondialisation, caractérisé par une transformation rapide des modes et des techniques de production, de commercialisation et de consommation, et l'émergence d'une nouvelle division internationale du travail, elles ont été à l'origine d'un profond bouleversement du paysage agricole dans les pays du Sud.

Ce bouleversement s'est d'abord traduit par une formidable expansion des cultures industrielles d'exportation et une spécialisation accrue. Pour maximiser leurs avantages comparatifs et accumuler des devises, les pays du Sud, lourdement endettés, ont en effet été invités à se recentrer sur des cultures à plus haute valeur ajoutée sur les marchés internationaux. L'on verra ainsi le Kenya ou le Pérou se lancer dans la floriculture, les cultures de soja remplacer au Brésil les terres de pâture ou des sols traditionnellement voués à une agriculture plus diversifiée, les rizières transformées en plantations maraîchères aux Philippines ou encore des orangers se dresser sur des sites dédiés à la production de haricots – aliment de base de la population – en Haïti, pays qui importe actuellement près de 60% de sa nourriture !

Mais l'accent mis sur la maximisation des avantages comparatifs a eu d'autres conséquences que la plus grande spécialisation et la réduction des disponibilités alimentaires nationales. Cultures généralement intensives en capitaux et en intrants industriels coûteux, mécanisées et économes en main d'œuvre, elles excluaient d'emblée de nombreux petits agriculteurs familiaux incapables de consentir à de tels investissements, tandis qu'elle a poussé de nombreux travailleurs agricoles vers la sortie. Gourmandes en espaces et en ressources, elles ont accéléré la concentration des terres, repoussé les frontières agricoles, obligé l'agriculture de subsistance à s'établir sur des terres moins



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

fertiles et renforcé le mouvement d'appropriation privative des ressources naturelles. Tout ceci sans compter les dégâts écologiques provoqués par de telles cultures : réduction de la biodiversité au profit d'une production standardisée, déforestation, pollution et dégradation des sols et des sous-sols du fait de l'intensification de la production et l'utilisation massive d'intrants chimiques (engrais et pesticides).

Parallèlement à ce processus de spécialisation, de concentration et de changement d'affectation des terres, va s'enclencher un vaste mouvement d'opérations d'acquisition-fusion dans les secteurs agroalimentaires qui aura pour effet de réduire le nombre d'opérateurs en aval et en amont des processus de production. Autrement dit, l'ouverture et l'intégration des marchés a permis aux grandes firmes du complexe agroalimentaire (producteurs de fertilisants et de semences, intermédiaires commerciaux, industrie agroalimentaire, grandes chaînes de distribution, etc.) de resserrer leur contrôle sur les chaînes de production, de transformation et de commercialisation.

A titre d'exemple, deux firmes (ADM et Cargill) seulement sont actuellement responsables des trois quarts des flux commerciaux internationaux de céréales. Et Monsanto contrôle environ 41% du marché des semences de maïs et 21% du marché des semences de soja (Holt-Giménez, Patel, 2009). Une situation de quasi monopole qui non seulement leur donne un énorme pouvoir de marché (possibilité d'orienter les productions, d'influer sur les prix, etc.), mais renforce considérablement la dépendance des petits producteurs du fait de la réduction du nombre de filières et d'intermédiaires.

Notons enfin que, dans un contexte d'appauvrissement général des campagnes, ces mêmes entreprises ont largement tiré profit de la crise alimentaire en raison de leur position dominante. Ainsi, au cours du dernier semestre 2007, au plus fort de la crise alimentaire, ADM, Monsanto et Cargill ont vu gonfler leurs bénéfices respectivement de 42%, 45% et 86%, tandis que Mozaic Fertiliser, filiale de Cargill, enregistrait un chiffre d'affaires en hausse de plus de 1200 % ! (*Ibidem*) Quant aux recettes des deux géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution, Nestlé et Tisco, elles ont connu un bon de 8% et 10% au cours du premier semestre 2008 (Sorge, 2010).

Nouvelle ruée sur les terres et les ressources

En juillet 2009, quelques mois avant le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de la FAO (Rome, 16-18 novembre), s'est tenue à New York la première conférence internationale consacrée aux investissements dans les secteurs agricoles des pays du Sud, laquelle réunissait de grands producteurs agricoles, des propriétaires terriens, des managers de fonds d'investissements, de fonds souverains et de fonds spéculatifs, ainsi que des représentants des secteurs de l'agrobusiness et des experts du monde académique et du secteur privé, venus des quatre coins du monde (Brésil, Australie, États-Unis, pays du Golfe, Inde, etc.).

Ce premier *Global Agrinvesting Forum* organisé par un des lobbies des producteurs de soja et d'agrocarburants (Soyatech) en partenariat avec deux entreprises de consultance (HighQuest Partners et Investment Management Institute) entendait dresser un panorama général des nouvelles perspectives d'investissement – et des nouvelles opportunités de profit et de croissance – dans les secteurs liés à la terre et à la production agricole (Knaup, von Mittelstaedt, 2009).

L'événement, passé presque inaperçu, montre bien le regain d'intérêt du monde économique et financier pour la terre. Depuis l'éclatement de la crise financière, le foncier est devenu une



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

nouvelle poule aux œufs d'or pour investisseurs en manque de débouchés. Comme l'indiquait déjà, en 2008, le responsable des placements alternatifs de Insight Investment, Reza Vishkai : « *La meilleure couverture contre la récession dans les 10 à 15 ans qui viennent est un investissement dans les terres agricoles* » (cf. Grain, 2008).

De fait, dans un climat économique morose, les prix élevés des denrées alimentaires ont incité les grandes entreprises traditionnellement actives dans le secteur agroalimentaire, mais aussi de nouveaux venus - entreprises d'autres secteurs à la recherche de nouvelles stratégies de croissance et soucieuses de diversifier leurs activités, sociétés financières, banques d'affaires, fonds de pension, fonds d'investissements à la recherche de nouveaux placements rentables et fonds spéculatifs qui abandonnent le marché des produits dérivés largement dépréciés depuis la crise - à jeter leur dévolu sur la terre, laquelle s'avérera d'autant plus rentable qu'y seront produites des *commodities* pour lesquelles existe une demande solvable : agrocarburants, cultures fourragères, etc. (Houtart, 2009).

Mais la convergence des crises alimentaire, énergétique et climatique a mis en lumière un autre phénomène : celui du transfert négocié d'État à État ou via leurs bras économiques et financiers d'importantes superficies de terres arables dans le Sud. Couplé à l'attrait récent des grands acteurs économiques internationaux à la recherche de nouvelles liquidités pour le foncier, les productions de denrées alimentaires et d'agrocarburants, mais aussi l'exploitation des ressources du sous-sol (pétrole, minerais, eau, etc.), ce mouvement d'accaparement de terres hors frontières est ainsi venu s'ajouter depuis peu aux nombreuses pressions qui pèsent sur la terre, les agricultures paysannes et l'environnement.

Accapareurs et terres accaparées

Certes, ce phénomène d'accaparement des terres n'est pas neuf. La nouveauté, c'est que, dans ce cas-ci, il a été amorcé ou encouragé par les gouvernements de pays dits « *riches financièrement, mais pauvres en ressources* », parmi lesquels de nombreux pays du Sud⁴. Soucieux de réduire leur dépendance vis-à-vis des importations et de sécuriser leur approvisionnement en nourriture et/en énergie, ces pays cherchent désormais à « externaliser » leurs propres productions, en tentant de s'emparer ou de contrôler, directement ou indirectement (par le truchement de leurs sociétés nationales), de larges étendues de terre au moyen d'accords conclus avec des gouvernements de pays dits « *riches en ressources mais pauvres financièrement* ». Tout particulièrement convoitée : l'Afrique. Là où existent encore d'importantes « réserves » de terres sous-exploitées, non exploitées ou supposées vierges et disponibles à bas prix⁵.

Mis sous le feu des projecteurs avec la cession aux Sud-Coréens de Daewoo Logistics de 1,3 million d'hectares de terre malgache, cette ruée sur la terre a pris en effet une ampleur inquiétante en Afrique. On voit ainsi les pays du Golfe acheter ou louer d'importantes quantités de terres dans les pays musulmans frères (Somalie, Soudan, Tchad, etc.). Le Congo-Brazzaville offrir à des industriels sud-africains plusieurs centaines de milliers d'hectares de forêts pluviales menacées. La Chine multiplier des accords fonciers, dit de « coopération », avec le Mozambique, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Nigeria, ou encore la RDC, pays dans lequel elle aurait obtenu 2,8 millions hectares

4 D'après le *World Investment Report* (UNCTAD, 2009), près de 40% de toutes les acquisitions dans les productions agricoles (environ 3,5 milliards de dollars) ont été, au cours de l'année 2008, des transactions Sud-Sud.

5 Les pays, hors Afrique, touchés par ce mouvement d'accaparement sont, entre autres, le Pakistan, l'Ukraine, la Birmanie, la Géorgie, l'Indonésie, les Philippines, le Laos, le Kazakhstan, le Cambodge, la Turquie, l'Argentine, etc.



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

pour y implanter la plus grande palmeraie du monde. Un fonds d'investissement américain louer entre 400 000 et 1 million d'hectares dans le Sud-Soudan. La Libye négocier bec et ongle avec le Mali la cession de terres pour externaliser sa production alimentaire. Le président kényan louer 40 000 hectares de terre « agropastorale » au Qatar afin que celui-ci y développe des productions horticoles. Ou encore le gouvernement éthiopien céder dans la plus grande opacité des milliers d'hectares de terres fertiles destinées exclusivement à l'exportation à des compagnies indiennes, tandis que l'Égypte négocie depuis peu avec le gouvernement ougandais un contrat de location portant sur près de 840 000 hectares (3,5% de la surface du pays !).

Au total, près de 20 millions d'hectares auraient déjà – ou seraient en train de – changer de mains en Afrique sur les quelque 30 à 40 millions d'hectares dans le monde faisant l'objet de telles transactions. Des chiffres difficilement vérifiables étant donné le silence qui entoure généralement ces contrats et l'absence de données fiables (Baxter, 2010 ; Fian, 2010 ; Grain, 2008).

A noter que cette nouvelle forme de colonialisme agraire est vivement encouragée par les gouvernements nationaux et/ou les autorités locales des pays concernés, ces accords sur la terre, de formes et de natures variées (achat, location, concession, etc.), étant potentiellement sources pour eux de nouveaux revenus. De leur côté, les pays « accapareurs » n'exercent que très rarement un contrôle direct sur les terres accaparées, les législations nationales le leur interdisant. Dans la plupart des cas, ils n'interviennent que comme intermédiaires ou « facilitateurs » dans ces transactions, laissant ensuite à l'initiative privée le soin d'exploiter ces terres et d'en tirer tous les profits (Cotula, Vermeulen, Leonard et Keeley, 2009).

Autrement dit, ce « mouvement d'accaparement » au sens strict rejoint l'autre grande tendance actuelle : celle de l'appropriation privative des terres motivée quasi exclusivement par la recherche du profit, laquelle se manifeste surtout par la croissance spectaculaire des investissements privés dans la foncier⁶, les productions alimentaires, les agrocarburants, mais aussi dans la prospection et l'industrie minière et pétrolière, et les grands projets d'infrastructure, lesquels se sont multipliés ces dernières années à l'initiative des gouvernements des pays émergents.

Ici encore les gouvernements des pays du Sud jouent un rôle actif dans ce processus, en initiant de véritables campagnes de séduction à l'extérieur et en mettant en place des climats « favorables aux affaires » : assouplissement des législations locales (droits du travail ou législation environnementale) susceptibles d'entraver les investissements, création de zones franches, mise en place d'agences de promotion des investissements, etc.

De nouvelles menaces sur plan social et environnemental

Présentés par le secteur privé et les États récipiendaires comme des accords bénéficiant à l'ensemble des parties (sécurisation *offshore* de la production et bénéfiques pour les uns, investissements nouveaux, création d'emplois, transfert de technologies, développement de l'infrastructure ou encore accès aux marchés internationaux pour les autres), voire comme de véritables projets de développement, et encouragés à ce titre par la Banque mondiale, l'Africa Governance Initiative lancée par Tony Blair, la SFI (Société financière internationale) ou encore le FIDA (Fonds international pour le développement agricole), ces transferts négociés de terre n'en constituent pas moins une dangereuse menace pour l'avenir des sociétés rurales, les petites

⁶ Les investissements directs étrangers dans l'agriculture seraient passés de 600 millions de dollars chaque année durant les années 1990 à une moyenne de 3 milliards de dollars en 2005-2007 (UNCTAD, 2009).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

exploitations familiales et les écosystèmes locaux.

D'abord parce qu'ils concernent majoritairement des terres fertiles situées dans des pays qui, à l'instar du Soudan, de l'Éthiopie ou encore du Cambodge et du Pakistan, comprennent une très grande proportion de sous-alimentés et/ou dont une bonne part des habitants dépend directement de l'aide alimentaire. Le risque est donc grand de voir s'aggraver davantage l'insécurité alimentaire de ces pays, d'autant que les terres en jeu ne sont pas toujours affectées à la production de denrées alimentaires. En effet, selon certaines estimations, près de 35% de l'ensemble des surfaces cédées le seraient pour la production d'agro-carburants, juste au-dessous de la production pour l'alimentation humaine ou animale (37%)⁷.

Ensuite, parce que, contrairement à l'idée de « disponibilité » qu'implique le concept de « réserve agricole », ces terres ne sont pas vides d'habitants. Dans de nombreux cas, elles forment le cadre de vie de communautés agropastorales et de peuples indigènes et premiers qui en tirent l'essentiel de leurs moyens de subsistance, affectant les sols à des emplois variés et des usages multiples. S'y jouent des rapports sociaux complexes régis par la coutume et la tradition. S'y nouent des relations de type symbiotique entre différents groupes et groupements. Autant de processus et de rapports sociaux que l'imagerie par satellite – de plus en plus utilisée pour repérer ces réserves – ne peut rendre visibles. C'est dire que ces transferts de terre peuvent affecter irrémédiablement ces tissus sociaux, déstructurer les communautés locales et exacerber les tensions et les conflits, d'ores et déjà croissants, autour de la possession de la terre et de l'usage des ressources naturelles (terre, eau, etc.).

Enfin, parce que quand bien même ces transactions seraient assorties de clauses environnementales, d'obligations envers les populations locales, l'objectif recherché n'est nullement le développement rural. Derrière l'argument du « développement agricole » se cache en réalité le développement et l'extension d'un modèle agroindustriel et agro-exportateur que l'on sait socialement inique et écologiquement destructeur.

Un discours renouvelé sur l'agriculture : les « nouvelles » approches de la Banque mondiale

Largement mise en cause dans le déclenchement et la gestion de la crise alimentaire et reconnaissant à demi-mot l'échec des politiques antérieures, la Banque mondiale a récemment proposé un *New Deal* agricole et alimentaire censé mobiliser l'ensemble de la communauté internationale (organismes spécialisés des Nations unies, États, secteurs privés, ONG, sociétés civiles, etc.) autour d'un projet commun de réhabilitation de l'agriculture dans les stratégies de développement. Les grandes lignes de ce projet apparaissent clairement dans le *Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement* (2007).

A priori, ce rapport – le premier consacré à l'agriculture depuis plus d'un quart de siècle⁸ – constitue un tournant important dans l'approche du développement de la Banque. Il témoigne en effet d'un changement de perspective – du moins dans le discours – dans la mesure où est largement mis en évidence, sinon « redécouvert », le rôle potentiellement positif de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté, mais aussi dans la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. Envisagée comme la clé du succès du combat contre la faim, la modernisation de l'agriculture apparaît désormais comme une finalité en soi dans le processus de

7 Données non publiées de la Banque mondiale.

8 Le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'agriculture date de 1983 !



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

développement, et non plus uniquement comme un moyen d'impulser la croissance et l'industrialisation. Pour la première fois, la Banque mondiale reconnaît l'hétérogénéité des agricultures dans le monde, met l'accent sur la nécessité de mettre en place des stratégies différenciées pour impulser le développement agricole et souligne l'importance décisive de l'agriculture familiale dans le combat contre la pauvreté.

Traduisant bien ce changement de perspective, l'État et la politique publique sont également appelés à jouer un rôle clé dans ce projet de redynamisation des économies rurales du Sud comme l'indiquent explicitement les auteurs du Rapport : « *L'agriculture est (...) riche de promesses pour la croissance, la réduction de la pauvreté et la fourniture de services environnementaux mais, pour que ces promesses se concrétisent, la main visible de l'État devra aussi se manifester – pour fournir des biens publics essentiels, améliorer le climat de l'investissement, réglementer la gestion des ressources naturelles et obtenir des résultats sociaux souhaitables. (...) L'État devra disposer de capacités supplémentaires pour pouvoir coordonner les actions entre les secteurs et former des partenariats avec des intervenants du secteur privé et de la société civile* » (2007).

Pour autant, cette nouvelle approche ne rompt pas vraiment avec les stratégies de développement élaborées dans le passé. Bien qu'elle préconise des politiques différenciées en fonction de la place occupée par l'agriculture dans chaque pays, la Banque ne se départit pas de la traditionnelle vision linéaire du développement rural, laquelle n'envisage la transformation structurelle que sous l'angle d'une transition d'une économie fondée sur l'agriculture vers une économie fondée sur l'industrie et les services (Haroon Akram-Lodhi, 2009). Plus symptomatique encore, les stratégies préconisées pour résoudre la question de la faim et de la pauvreté rurale⁹ ne remettent nullement en question, malgré quelques inflexions, les fondements économiques néoclassiques sur lesquels les institutions financières internationales ont bâti leur modèle idéal-typique de développement à compter de la fin des années 1970, pas plus que les solutions envisagées, basées sur des postulats canoniques, ne procèdent d'analyses empiriques et contextualisées des causes structurelles de la pauvreté rurale.

Reprises par la plupart des grands acteurs institutionnels spécialisés dans la lutte contre la faim et le développement agricole (PAM, CGIAR, IFPRI, USAID, EuropAid, FAO, etc.), les solutions proposées par la Banque mondiale à la crise agricole et alimentaire reposent fondamentalement sur trois approches foncièrement critiquables : l'approche technico-productiviste, l'approche libre-échangiste, l'approche « *win win* ».

L'approche technico-productiviste

Les émeutes dites de la faim de 2007-2008 ont largement réactivé le fantasme malthusien

⁹ Selon la place occupée par le secteur agricole dans chaque pays, région et sous-région, la Banque mondiale propose trois objectifs stratégiques distincts. Pour les pays basés essentiellement sur l'agriculture, les objectifs stratégiques annoncés sont « *d'assurer la croissance et la sécurité alimentaire* » et de réduire la pauvreté, via une meilleure gestion des sols et de l'eau, un meilleur accès des producteurs aux marchés et aux filières ou encore des incitations à la production et au commerce. Pour les pays en mutation, l'objectif stratégique vise à « *réduire les inégalités entre les revenus ruraux et urbains, faire reculer la pauvreté rurale, tout en évitant de tomber dans le piège des subventions et de la protection* ». Pour ce faire, elle propose de mobiliser plusieurs voies de sortie de la pauvreté (passage à une agriculture à haute valeur ajoutée, la décentralisation d'activités économiques non agricoles dans les espaces ruraux et la fourniture d'une aide pour faciliter la sortie de l'agriculture) ou encore d'investir dans la formation des générations suivantes. Dans les pays urbanisés enfin, l'objectif central est de « *relier les petits producteurs aux marchés alimentaires moderne* » et de « *fournir de bon emplois* » (Rapport...,2008).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

d'une pénurie généralisée de biens alimentaires, ceci alors que la brusque hausse des prix alimentaires était bien plus liée à un ensemble de facteurs conjoncturels s'aggravant l'un l'autre et créant l'illusion d'un manque qu'à un déficit structurel au niveau de la production (Delcourt, 2008). Certes, l'augmentation de la productivité des secteurs agricoles sera nécessaire pour répondre à une demande alimentaire sans cesse croissante jusqu'en 2050. Mais croire que l'augmentation de la production par une injection massive d'investissements, par une mécanisation accrue ou encore par l'introduction de biotechnologies permettra de régler seule la question alimentaire tient d'une analyse erronée des causes et des conditions de production de la pauvreté et de la faim (Patel, Holt-Giménez et Shattuck, 2009).

Or, c'est bien sur cette voie que se sont engagées les institutions internationales et leurs agences spécialisées, en envisageant le problème de la faim et de la pauvreté rurale essentiellement comme un problème de production, de sous-investissement ou encore comme un déficit de maîtrise technologique et scientifique dans le domaine agricole, une perspective qui s'inscrit du reste dans le droit fil du mégaprojet philanthropique initié par la Fondation Bill et Melinda Gates : l'« *Alliance for the Green Revolution in Africa* » (AGRA)¹⁰.

De la Banque mondiale à la FAO en passant par l'ensemble des grands bailleurs multilatéraux et bilatéraux, tous mettent désormais l'accent sur l'impérieuse nécessité d'accroître la production et les investissements productifs dans les secteurs agricoles des pays du Sud. Sont tout particulièrement visés, les pays définis comme « basés sur l'agriculture » et/ou ceux disposant de larges superficies de terres à haut potentiel productif, mais considérées comme sous-exploitées ou non exploitées. Ces pays n'ayant pas les capacités financières de mettre ces terres en valeur, il est donc fait appel aux bailleurs bilatéraux et multilatéraux et surtout aux acteurs de l'agrobusiness et investisseurs internationaux pour redynamiser l'agriculture. Des capitaux privés qui seront d'autant plus faciles à attirer qu'existe un climat politico-institutionnel attractif. D'où la recommandation ambiguë de la Banque mondiale de réduire les entraves fiscales quitte à sabrer un peu plus dans les budgets de l'État.

Obsédée par l'amélioration des rendements et la course à la productivité, la Banque soutient encore ouvertement, à l'instar de l'AGRA, l'introduction massive en Afrique de semences à haut rendement (semences hybrides ou génétiquement modifiées) et de techniques de production inspirées de celles de l'agrobusiness. Une vision productiviste qui sous-tend également les solutions envisagées par la Banque pour les petits producteurs familiaux qu'elle invite, pour gagner en productivité, à s'insérer dans les grandes chaînes de valeur internationales.

Tout en s'inspirant de la révolution verte, les promoteurs de ces solutions technico-productivistes n'en tirent à l'évidence pas toutes les leçons. Car s'il est vrai que la révolution verte a entraîné une hausse remarquable de la production et de la productivité, elle n'a pas pour autant permis – loin de là – de résoudre le problème de la faim. Dans de nombreux pays, elle n'a eu qu'un impact limité, nul, voire contre-productif en termes de réduction de la pauvreté, comme le montre par exemple le cas de l'Inde, qui a vu le nombre absolu de personnes en situation d'extrême pauvreté augmenter tout autant sinon plus que la productivité (Holt-Giménez, Patel, 2009). Tout ceci sans

10 Lancée en partenariat avec la Fondation Rockefeller et en lien étroit avec de grandes entreprises du secteur des agrotechnologies, dont Monsanto, l'AGRA vise à relancer, sous couvert de la lutte contre la faim et la pauvreté, l'idée de la Révolution verte en Afrique. Dotée d'un budget de plusieurs centaines de millions de dollars et implantée d'ores et déjà dans de nombreux pays d'Afrique, avec lesquels elle a conclu des partenariats stratégiques, l'AGRA entend favoriser l'accès aux semences hybrides et génétiquement modifiées et aux engrais chimiques, diffuser sur le continent les nouvelles connaissances en matière de techniques productives, en formant sur place des spécialistes, améliorer les infrastructures, renforcer au niveau local les réseaux des grands fournisseurs et distributeurs, encourager la mise en place de dispositifs de microcrédit et... promouvoir des réformes de marché (Holt-Giménez, Patel, 2009).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

compter les désastreuses conséquences de la « révolution » sur l'environnement.

Un tel constat devrait pourtant suffire à rappeler ce qui peut passer pour une évidence : assurer les besoins alimentaires des populations ne peut se limiter à ajuster l'offre à la demande « théorique » aux niveaux mondial, régional et local. Encore faut-il que cette demande soit solvable ! Les populations souffrent généralement de la faim non pas parce que les denrées alimentaires manquent, mais parce qu'elles n'y ont pas accès, faute de moyens. Les gens ont généralement faim parce qu'ils sont trop pauvres pour se procurer de la nourriture¹¹. Bref, la faim est avant tout un problème de répartition et de structures sociales, et non pas un problème de production. Un problème de politique publique et d'orientation politique bien plus qu'un problème technique. Nombre d'études scientifiques montrent d'ailleurs que loin de résoudre la faim, ces solutions techniques et productivistes ne font, au contraire, que « *renforcer les pays et les firmes dominant déjà le marché agricole mondial, sans remédier aux inégalités alimentaires ou aux atteintes écologiques* » (Benhammou, 2009). N'en déplaise aux auteurs du Rapport.

L'approche libre-échangiste

S'il est une constante dans la rhétorique internationale depuis plusieurs décennies, c'est la croyance dans les potentialités et les vertus créatrices du marché. Et le discours renouvelé des institutions internationales sur l'agriculture n'échappe pas à ce biais. Malgré l'incapacité de la mondialisation libérale à répondre au problème de la faim et de la pauvreté, le libre-échange demeure le référentiel théorique de base. La libéralisation, « la » clé de voûte d'un processus de développement réussi. Le marché libéralisé, le cadre absolu dans lequel doivent être pensées et conçues les politiques publiques. Et l'intégration au marché, l'horizon ultime qui informe les solutions envisagées pour la petite paysannerie (Oya, 2009).

Aussi, pour assurer leur survie et pallier leur manque de compétitivité, les petits producteurs sont poussés à participer pleinement aux transactions marchandes en s'orientant vers des productions commerciales et/ou en s'insérant dans les chaînes de valeur internationales. La réforme agraire n'est envisagée que comme une réforme du marché foncier. Et c'est encore le marché qui est sollicité en dernier ressort pour répondre au problème de l'approvisionnement et de la sécurité alimentaire. Bref, le salut des secteurs de l'économie rurale, de l'agriculture familiale à l'agro-industrie et partant, celui des populations rurales demeure fonction de leur participation et capacité d'adaptation au marché, moteur privilégié du développement rural. De là, notamment, l'insistance répétée des grandes institutions internationales, Banque mondiale, OMC et FAO en tête, à conclure au plus vite le cycle de libéralisation de Doha et parallèlement leur promptitude à dénoncer de manière catégorique toute forme de protection.

Certes, la Banque mondiale apparaît un peu moins dogmatique dans la mesure où elle reconnaît désormais l'importance de l'intervention publique pour corriger les défaillances du marché et la nécessité de « mesures alternatives » pour aider les petits producteurs. Reste qu'elle ne semble que très peu s'inspirer de ses propres analyses et projections pour fonder ses affirmations. Aussi, d'après ses propres données, la libéralisation des marchés n'entraînerait qu'un modeste recul de la pauvreté au Brésil (- 1,9%) et une augmentation faible de la pauvreté (+0,9 %) au Mexique. Pour ce

¹¹ Dans son livre devenu classique, *Poverty and Famines* (1981), Amartya Sen a ainsi brillamment démontré que les famines ne sont pas déterminées au premier chef par des problèmes de disponibilité en nourriture ou des mauvaises récoltes au plan national ou régional, mais plutôt par des défaillances dans la « capacité d'accès à la nourriture » (Cf. Devereux, 2005).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

dernier pays, elle indique même noir sur blanc que la libéralisation a entraîné une baisse des salaires des ouvriers non qualifiés et des profits agricoles dans les années 1990.

Ces données peu encourageantes ne suffisent toutefois pas à ébranler la foi des auteurs du Rapport dans les bienfaits de la libéralisation. Un grand écart qui peut expliquer les nombreuses tensions entre un discours « politiquement correct » qui intègre un point de vue neuf sur l'agriculture et les solutions qui sont proposées (Oya, 2009 ; Hetherington, 2009). « *Les auteurs, indique Laurence Roudart, sont assez prudents dans leur manière d'énoncer les résultats de ces modèles, notamment le fait que la libéralisation pourrait entraîner une augmentation de la croissance et des exportations agricoles dans l'ensemble des pays en développement... En revanche, et c'est paradoxal d'un point de vue logique, les recommandations de libéralisation qu'ils en tirent sont très affirmatives, et la dénonciation de l'inefficacité des politiques de protection est radicale* » (Rapport..., 2008).

Mais la Banque mondiale n'en est pas à une incohérence près. Ainsi, alors que les auteurs du Rapport encouragent les pays du Sud à s'ouvrir davantage, au motif que la libéralisation pourrait entraîner plus de bien-être et une augmentation des prix des produits agricoles sur les marchés internationaux, Robert Zoellick, le président de la Banque, ne craint-il pas d'affirmer de son côté que la libéralisation des échanges agricoles entraînera forcément une baisse des prix agricoles sur les marchés ! (*Ibidem*).

L'approche « win win »

La Banque mondiale a bien conscience des risques que les nouvelles concurrences autour de la terre font peser sur la survie du paysannat et la sécurité alimentaire. Mais elle estime en même temps que ces risques peuvent être atténués ou contournés. Mieux encore, ils peuvent être convertis en opportunités réelles pour l'ensemble des acteurs du monde rural, des petites exploitations familiales aux secteurs de l'agro-industrie, en passant par les salariés agricoles et les paysans sans terre. Moyennant quelques adaptations et ajustements, déclinées en une série de mesures technico-administratives et de « bonnes pratiques », supposées garantir une redistribution équitable des bénéfices, ces nouveaux investissements agricoles peuvent déboucher, selon elle, sur un scénario « *win win* ».

Ainsi, la formalisation des titres de propriété doit-il permettre tout à la fois de clarifier l'état du marché foncier, jugé indispensable pour attirer les investissements, de conforter les droits des paysans sur la terre et de leur éviter l'expulsion. Des accords contractualisés entre les acteurs de l'agrobusiness et les petits producteurs doivent assurer aux premiers une source d'approvisionnement fiable et aux seconds des prix garantis, de même que l'accès aux filières commerciales, aux intrants agricoles, à de nouvelles techniques de production, etc. La croissance des investissements en zones rurales est considérée comme potentiellement créatrice de nombreux emplois dans les secteurs agricoles et non agricoles, lesquels pourraient du reste absorber la main d'œuvre excédentaire, y compris les petits producteurs incapables de s'adapter aux nouvelles conditions du marché ou de convertir leur exploitation en ferme commerciale. Et des mesures compensatoires pourraient enfin permettre d'assurer des conditions de vie décentes – provisoirement du moins – à ceux qui ne trouveraient pas à s'employer¹².

12 Bien que le Rapport insiste sur la nécessité de filet de sécurité pour les ruraux, les recommandations spécifiques et concrètes sur ce thème sont quasi inexistantes. Pour Tania Murray Li (2009), cela tiendrait surtout au conservatisme fiscal de la Banque et à sa défiance par rapport aux dépenses sociales. Aussi celle-ci préfère-t-elle notamment s'en



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

Dans le même ordre d'idées, le phénomène d'accaparement, considéré dans un premier temps comme une menace pour la sécurité alimentaire, est désormais perçu sous l'angle de ses potentialités en termes de développement rural. A condition d'être encadrées, ces transactions sur la terre pourraient, selon la Banque, également déboucher sur un scénario « *win win* ». Pour autant qu'elles impliquent un partenariat, qu'elle soient négociées dans la transparence, que l'ensemble des parties concernées par ce transfert de terre soient dûment informées et invitées à participer aux négociations et que des clauses garantissent que les droits des populations seront respectés, alors ces accords peuvent être profitables à tous, investisseurs, États, autorités locales et populations. Et la Banque mondiale, obstinément rétive à toute forme de régulation, de promouvoir, pour toute réponse à ce phénomène d'accaparement, des « codes de bonne conduite volontaires » sans autre garantie pour les populations concernées.

Ces approches « *win win* » reposent ici encore sur une analyse superficielle des conditions du développement et des causes de la pauvreté rurale et de l'exclusion. En abusant de concepts tels que participation, relation contractualisée et partenariat, la Banque mondiale présuppose l'existence de rapports sereins et équilibrés entre acteurs dotés des mêmes capacités d'action, de négociation et d'adaptation. En promouvant l'idée de « contrat », elle passe sous silence les pressions réelles que font peser sur les petits producteurs les différents maillons de la chaîne de valeur, du négociant en gros à la multinationale de transformation en passant par les grands distributeurs. En encourageant les producteurs ruraux à chercher du travail sur les grandes exploitations, elle fait largement fi des conditions de vie des coupeurs de cannes au Brésil, des collecteurs de coton au Sénégal ou des ouvriers agricoles des plantations de palme en Indonésie, et reste peu explicite quant au sort réservé aux femmes, la grande majorité de ces contrats salariés ne concernant le plus souvent que des hommes.

Bref, ce modèle idéalisé de cohabitation harmonieuse entre agricultures paysannes et agrobusiness tend à dissimuler les conflits d'intérêts, les luttes de pouvoir et les rapports inégaux et conflictuels qui se jouent dans les campagnes des pays du Sud, avec leur lot de violences, de pressions, d'expulsions et d'intimidations (Oya, 2009). Un tel discours ne peut du reste que sonner creux dans des pays où les droits de base de la population sont quotidiennement piétinés et où les autorités sont passées maîtres dans l'art de l'arbitraire. Enfin, cette approche ignore superbement les modèles alternatifs qui pourraient être imaginés et portés par les populations locales, pour asseoir définitivement un seul et unique modèle fondé sur la primauté de l'agrobusiness et les cultures d'exportation à haute valeur ajoutée.

D'une certaine manière, le scénario proposé par la Banque mondiale n'est qu'une tentative d'intégrer à une orientation foncièrement pro-capitaliste et marchande, une préoccupation nouvelle pour le monde rural. Selon Haroon Akram-Lodhi, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une tentative de « moderniser la subordination » dont font déjà l'objet les petits producteurs, ceux-ci étant soumis à l'impératif de se mettre au service du complexe agroalimentaire (2009).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

Conclusion : libérer les potentialités sociales, économiques et environnementales des agricultures paysannes

En 2008, quelques mois après la sortie du Rapport de la Banque mondiale, était publiée l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des techniques agricoles pour le développement (*International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development* - IAASTD). Commandité par la FAO, l'Organisation des Nations unies pour les populations et le développement et par la Banque mondiale elle-même..., fruit d'une enquête ayant mobilisé plus de 400 scientifiques dans le monde entier pendant 4 ans, le Rapport de l'IAASTD prend exactement le contre-pied du rapport de la Banque. Y est démontré en effet, sur base d'expériences concrètes, que non seulement l'agriculture paysanne n'est pas moins productive que l'agriculture industrielle, mais qu'elle peut en plus apporter une bien plus grande valeur ajoutée en raison des multiples fonctions sociales, culturelles et écologiques qu'elle remplit.

Mais les auteurs vont plus loin encore en montrant que les principaux facteurs qui limitent la production, la distribution sur une base équitable et la durabilité écologique sont intrinsèquement de nature sociale et non pas technique. Dans le même temps, ils se montrent très critiques vis-à-vis des politiques de libre-échange, des biotechnologies, etc.

Moqué sans surprise par les représentants de l'agrobusiness dès sa sortie, le rapport de l'IAASTD a constitué un événement important pour les défenseurs de l'agriculture paysanne. Pour la première fois peut-être un rapport international doté d'une forte légitimité internationale et faisant l'objet d'un large consensus scientifique, à l'instar des rapports du GIEC, vient étayer les arguments et appuyer les revendications des mouvements sociaux paysans et indigènes et des syndicats de producteurs en lutte pour la reconnaissance de leur droits et pour la souveraineté alimentaire. Pour la première fois, la supériorité des agricultures paysannes sur l'agrobusiness et leurs énormes potentialités sur le plan social, culturel et environnemental, de même que leur importance décisive dans la lutte contre la faim, sont reconnues.

Mais la libération de ce potentiel demande bien plus que l'adoption d'un catalogue de bonnes intentions et de vaines promesses financières, l'instauration de mécanismes d'alerte alimentaire ou encore la mise sur pied de groupes de réflexion internationaux aux décisions du reste non contraignantes. Aux antipodes d'un modèle de cohabitation harmonieuse entre agrobusiness et agriculture familiale fondé sur le marché, elle nécessite une réforme en profondeur du système agricole et alimentaire international axée en priorité sur le renforcement des agricultures paysannes et la reconnaissance du rôle central joué par les paysans dans la lutte contre la faim.

De nécessaires protections

Si l'attention des médias et des acteurs internationaux s'est avant tout focalisée sur les émeutes urbaines dans le contexte de la hausse conjoncturelle des prix, n'oublions que sur les trois milliards de personnes qui ne mangent pas à leur faim, faute d'un revenu suffisant, la majorité sont de petits producteurs familiaux incapables d'affronter la concurrence internationale. C'est pourquoi il importe avant tout de garantir à ces petits producteurs des prix élevés, stables et rémunérateurs en les protégeant davantage face aux importations étrangères bon marché, au moyen notamment de politiques tarifaires. Rappelons que les agriculteurs européens ont bénéficié de telles protections après la Seconde guerre mondiale, ce qui a d'ailleurs permis à l'Europe d'atteindre dans un premier temps l'autosuffisance alimentaire et, à compter des années 1960/1970, de dégager d'importants



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

excédents commercialisables.

Une telle approche ne signifie cependant pas un refus des échanges, comme l'affirment les défenseurs de l'ultralibéralisme. Pour les pays dont le potentiel productif est très faible, les échanges demeurent une source d'approvisionnement indispensable et d'autant plus indispensable que les changements climatiques risquent de réduire considérablement les surfaces productives. Mais il faudra alors veiller à éviter la concurrence entre partenaires par trop inégaux. « *A cette fin, comme le proposent Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, on peut penser à établir à l'échelle internationale de grands marchés agricoles régionaux, regroupant des pays ayant des niveaux moyens de productivité agricole du même ordre, et à protéger ces marchés communs contre toutes importations agricoles à bas prix par des droits de douane variables. On peut aussi penser à négocier, produit par produit, des accords internationaux fixant des prix d'achat et la quantité exportable consentie à chaque pays* » (2009).

Un accès durable à la terre et aux ressources productives

Outre ces formes de protection vis-à-vis de l'extérieur, il importe ensuite d'organiser et de garantir aux petits producteurs, aux travailleurs ruraux et à l'impressionnante masse de paysans sans terre un accès durable à l'usage et à l'usufruit de la terre. Car si la libéralisation des marchés a aggravé la situation des paysans, elle n'est pas la cause première de la sous-alimentation endémique dans les campagnes. La taille réduite de la très grande majorité des exploitations et l'incapacité de la grande masse des petits agriculteurs du Sud d'en dégager un revenu suffisant ont joué un rôle bien plus important dans les processus d'appauvrissement du paysannat, lequel n'en continue pas moins à pourvoir à l'essentiel des besoins alimentaires locaux (Mazoyer, 2008).

Quelques données sont éclairantes à ce sujet. Bien que l'Afrique importe de plus en plus de céréales, 90% de la production agricole du continent serait encore assurée par des petites exploitations de moins de deux hectares, lesquels représentent 80% de l'ensemble des exploitations (plus ou moins 33 millions de producteurs familiaux). En Asie, le gros de la production de riz est assurée par quelque 200 millions de petites exploitations de moins de deux hectares (Holt-Giménez et Patel, 2009). Et selon le dernier recensement agraire brésilien, l'agriculture familiale (84% des établissements agricoles), fournit 74,4% des emplois en zones rurales, produit plus de la moitié des denrées alimentaires de base consommées localement (87% du manioc, 70% des haricots, 46% du maïs, 58% du lait, etc.), mais n'occupe que 24,3% des terres exploitées (Ministério do Desenvolvimento Agrária, 2009).

Parallèlement, une part de plus en plus grande des surfaces cultivées sur terre – soit au total 1,5 milliard d'hectares – sont dédiées à des cultures d'exportation, lesquelles sont majoritairement exploitées par des entreprises agro-industrielles (Holt-Giménez et Patel, 2009). Et déjà, les grandes cultures commerciales occupent 114 millions d'hectares, soit 13% des surfaces cultivées en grain (Benhammou, 2009).

C'est dire la nécessité de déconcentrer la propriété de la terre et de mettre en œuvre, pour ce faire, de vastes programmes de réformes agraires. Avec l'instauration de dispositifs démocratiques de contrôle sur les ressources naturelles, à base collective ou communautaire, il s'agit là d'une étape indispensable dans l'amélioration des conditions de vie des paysans, des communautés indigènes et des peuples premiers, dans le renforcement des disponibilités et de la diversité alimentaires au niveau local, et dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

naturelles, dont l'agriculture industrielle est très largement responsable¹³.

Des politiques publiques adaptées et efficaces

De telles réformes ne pourront cependant porter leurs fruits (gains en termes de productivité et de production, diversification agricole, etc.) que si elles sont associées à des politiques publiques d'aide aux petits agriculteurs, efficaces et adaptées aux différents contextes locaux : accès au crédit et aux équipements productifs, aide à l'acquisition d'intrants, investissements dans l'infrastructure en milieu rural, mesures nationales de stabilisation des prix agricoles, taxation des producteurs en fonction de la quantité et de la qualité des terres productives, suivi technique et scientifique, etc. (Mazoyer et Roudart, 2009). Ces mesures de politique publique sont également indispensables pour impulser une révolution doublement verte en favorisant l'agriculture biologique et une gestion durable des ressources naturelles (accroissement des aides et des subsides aux exploitations agro-écologiques, mesures facilitant l'accès à des techniques de production adaptées aux fonctionnalités des écosystèmes, législation environnementale drastiques et mesures favorisant la diversités des systèmes de production, etc.).

L'intervention de l'État doit enfin s'adresser aux consommateurs urbains. Pour ces derniers, des politiques sociales (filets de sécurité, aide à l'emploi, mesures de soutien au pouvoir d'achat, etc.) s'avéreront plus que jamais nécessaires pour éviter que la hausse des prix ne les pénalise. Les politiques mises en place par le gouvernement brésilien combinant aide à l'agriculture familiale et revenu de base pour les plus pauvres, ont prouvé à ce titre leur efficacité. Entre 2003 et 2010, près de 30 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté, si bien que le Brésil sera sans doute l'un des seuls pays à atteindre les Objectifs du millénaire.

Une approche fondée sur les droits

Il importe enfin de lier accords commerciaux, réformes des systèmes agricoles locaux et problématiques sociales et environnementales. L'objectif étant de contrer les formes d'exploitation actuelles, en mettant effectivement en œuvre à l'échelle internationale, régionale et nationale des politiques agricoles économiquement plus viables, écologiquement durables et socialement acceptables. Le droit à l'alimentation de même que la souveraineté alimentaire réclamée par les mouvements paysans constituent à ce titre une base essentielle dans la recherche de solutions alternatives aux politiques actuelles.

Reste maintenant à l'ensemble des acteurs progressistes du monde agricole et de la société civile à se mobiliser pour faire émerger, au niveau international, national ou local, la volonté politique qui seule pourrait faire primer ces droits sur les règles commerciales et les traduire réellement en obligations vis-à-vis des paysans, des communautés indigènes et surtout vis-à-vis des femmes tout particulièrement vulnérables aux nouvelles pressions sur la terre et aux chocs alimentaires¹⁴. L'introduction du droit à l'alimentation dans la constitution brésilienne, lequel est

13 . La Banque mondiale indique elle-même dans le Rapport sur le développement dans le monde 2008 que l'agriculture « est l'une des principales causes de l'épuisement des eaux souterraines, de la pollution agrochimique, de l'appauvrissement des sols et des changements climatiques à l'échelle mondiale, puisque jusqu'à 30% des émissions de gaz à effet de serre lui sont imputables » (2007). Ce qui ne l'empêche pas cependant de continuer à promouvoir un modèle agro-productiviste.

14 Les femmes et les filles vivant en zones rurales forment le bataillon le plus important des personnes sous-alimentées dans le monde. Bien que 30% d'entre elles sont à la tête d'un ménage en zones rurales dans les pays en



"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010

assorti de politiques concrètes, les jugements des cours indiennes obligeant les gouvernements (national et locaux) à faire respecter ce droit, les discussions récentes au sein des Nations unies sur les droits des paysans ou encore les doutes qui assaillent de plus en plus les négociateurs des accords commerciaux, internationaux, bi-régionaux ou bilatéraux, par rapport aux bienfaits de la libéralisation des secteurs agricoles, constituent un pas dans la bonne direction. Seules des politiques incluant les aspects économiques, écologiques, sociaux et culturels des agricultures paysannes, et attentives aux rapports que ces dernières entretiennent avec les villes, pourront à l'avenir inverser le cours actuel des choses.

Bibliographie

- Banque mondiale (2007), *Rapport sur le développement dans le monde. L'Agriculture au service du développement. Abrégé*, Banque mondiale, Washington.
- Baxter J. (2010), « Ruée sur les terres africaines », *Le Monde diplomatique*, janvier, p. 18.
- Bello W. (2008), *How the World Bank, IMF and WTO destroyed African agriculture*, 20 juillet, www.worldhunger.org/articles/08/editorials/bello_afag.htm
- Benhammou F. (2009), « Nourrir l'humanité : une géopolitique de l'alimentation et de l'environnement », *Ecologie et Politique*, n°38, juin, pp. 17-32.
- Borrás S. Jr (2009), « Agrarian change and peasant studies: changes, continuities and challenges – an introduction », *JPS (Journal of Peasant Studies)*, 36:1, pp. 5-31.
- Brunel S. (2008), « Les 'émeutes de la faim', une opportunité historique pour les paysans ? », *Le Mensuel de l'université*, 1er mai, www.lemensuel.net
- Cotula L., Vermeulen S., Leonard R. et Keeley J. (2009), *Land grab or development opportunity ? Agricultural investment and international land deals in Africa*, IIED, FAO, IFAD.
- De Schutter O. (2009), « Toutes les conditions pour une nouvelle crise alimentaire sont réunies » (interview), *Le Monde*, 16 novembre.
- Delcourt L. (2008), « Mobilisations dans le Sud face à la crise alimentaire » (éditorial), *Etat des résistances dans le Sud 2009 - Face à la crise alimentaire*, Syllepse-CETRI.
- Devereux S. (2005), « Pourquoi existe-t-il encore des famines ? », in Mazoyer M. et Roudart L. (dir.), *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*, édit. Encyclopaedia Universalis, Paris, pp. 61-76.
- Dufumier M. (2004), *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*, Karthala, Paris.
- Fian (2010), *Accaparement de terres au Kenya et au Mozambique. Rapport de deux missions d'enquête et une analyse axée sur les droits humains de l'accaparement de terre*, FIAN, www.fian.org
- Golay Ch. (2009), « Les droits des paysans », *Cahiers du Cetim*, septembre, http://cetim.ch/fr/publications_cahiers.php
- Grain (2008), *Main-basse sur les terres agricoles, Rapport de Grain*, octobre. www.grain.org
- Harron Akram-Lodhi A. (2009), « Modernising subordination ? A South Asian perspective on the World Development Report 2008 : Agriculture for Development », *JPS*, 36:3, pp. 611-619.
- Hetherington K. (2009), « The strategic incoherence of development: marketing expertise in the World Development Report », *JPS*, 36:3, pp. 653-661.
- « Histoire. Agriculture et développement. Entretien avec Alain de Janvry » (2009), *Courrier*

développement, elles possèdent moins de 2% des terres disponibles. Dans de nombreux cas, les travailleuses agricoles ne bénéficient d'aucun revenu, leur travail n'étant considéré que comme une aide aux activités de leur mari (Golay, 2009).



**"De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles"
Rencontres Lascaux - 28 & 29 juin 2010**

de la planète (« Sécurité alimentaire. Au-delà de l'urgence »), 91, octobre-décembre.

- Holt-Giménez E. et Patel R. (2009), *Food Rebellions ! Crisis and the Hunger for Justice*, Pambazuka Press, Foodfirst Books, Grassroots International.
- Holt-Giménez E., Patel R. et Shattuck A. (2009), « Eradiquer la faim en Afrique », *Pambazuka News*, n°123, www.pambazuka.org.
- Houtart F. (2010), *Agrofuels. Big Profits, Ruined Lives and Ecological Destruction*, PlutoPress-TNI, New York.
- IAASTD (2008), *Agriculture at a Crossroads. Global Report*, www.agassessment.org.
- Knaup H. et von Mittelstaedt J. (2009), « The New Colonialism. Foreign Investors Snap Up African Farmland », *Der Spiegel Online*, 30 juin, <http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,druck-639224,00.html>
- Mazoyer M. (2008), *Interview: L'origine de la crise alimentaire*, www.cite-sciences.fr.
- Mazoyer M. et Roudart L. (dir.) (2009), « La fracture agricole et alimentaire mondiale : état des lieux, causes, perspectives et propositions d'action », *Revue politique et parlementaire* (« Crise alimentaire mondiale : quelles réponses ? »), n° 1051, avril-mai-juin.
- Ministério do Desenvolvimento Agrario (2009), *Agricultura familiar no Brasil e o censo agropecuario*, MDA-Governo Federal.
- Murray Li T. (2009), « Exit from agriculture : a step backward for the rural poor ? », *JPS*, 36:3, pp. 629-636.
- Oya C. (2009), « The World Development Report 2008: inconsistencies, silences, and the myth of 'win-win' scenarios », *JPS*, 36:3, 593-601.
- Rosset R., Patel R. et Courville M. (dir.) (2006), *Promised Land. Competing Visions of Agrarian Reform*, Food First-Land Research Network.
- « Rapport sur le développement dans le monde 2008, Banque mondiale. L'agriculture au service du développement. Résumé et commentaires » (2008), *Mondes en développement*, 3, n° 143, pp. 117-136.
- Sorge P. (2010), « The Forgotten Crisis. As Banks Are Rescued, Will the World's Hungry Be Overlooked ? », *Der Spiegel Online*, 16 octobre.
- UNCTAD (2009), *The World Investment Report 2009, Transnational Corporations, Agricultural Production and Development*, Nations unies, New-York - Genève.